



# Grand débat national

5 mars 2019 / Souffelweyersheim

## Démocratie et citoyenneté

10 Participants

### Questions N° 3 - 6 et 7 :

- « *Que faudrait-il faire pour renouer le lien entre les citoyens et les élus qui les représentent ?* »
- « *Selon vous, faut-il introduire une dose de proportionnelle pour certaines élections, lesquelles ? (Législatives, Régionales, Départementales, Il ne faut pas introduire de proportionnelle)* »
- « *Pensez-vous qu'il serait souhaitable de réduire le nombre de parlementaires (députés + sénateurs = 925) ? Pensez-vous qu'il serait souhaitable de réduire le nombre d'autres élus ? Si oui, lesquels ?* »

- Il va inévitablement falloir penser à une proportionnelle mesurée
- Le Président devrait avoir une opposition à l'Assemblée et en contrepartie donner plus de pouvoir au Sénat pour qu'il puisse contrer l'Assemblée.
- Les participants regrettent que les sénateurs soient élus par les grands électeurs. Ils souhaiteraient qu'ils le soient par les citoyens avec une dose de proportionnelle.  
-> Un autre participant rajoute : « D'un autre côté, ils sont les interlocuteurs des élus, il paraît donc logique que ce soient eux qui les élisent »,
- Moins de députés serait synonyme de moins de proximité avec les Français puisque leurs circonscriptions seraient plus vastes. En revanche, cela permettrait de leur donner un budget plus conséquent et peut-être leur permettre de mener des actions plus concrètes sur le terrain.
- Les Français ont le sentiment que les députés ne servent à rien, mais n'ont pas non plus le réflexe de le solliciter. L'image de l'hémicycle vide est mauvaise et donne, à tort, l'impression que les députés ne travaillent pas. Il ne faut pas oublier que les réunions de l'Assemblée ne sont que des chambres d'enregistrement du travail mené en amont dans les commissions.
- Il y a un travail pour rétablir la confiance.  
-> c'est propre à chaque député. Celui de notre circonscription par exemple organise des réunions tous les 6 mois pour faire part du bilan des actions menées, d'informer de celles en cours et de donner la parole aux citoyens pour répondre à leurs questions.  
-> c'est juste dommage que cela ne se sache pas plus car cela est vu par les participants comme un très bon exemple qui devrait se généraliser.

### **Questions N°2 et 11 :**

- « *En dehors des élus politiques, faut-il donner un rôle plus important aux associations et aux organisations syndicales et professionnelles ? Si oui, à quel type d'associations ou d'organisations ? Et avec quel rôle ?* »

- « *Que faudrait-il faire aujourd'hui pour mieux associer les citoyens aux grandes orientations et à la décision publique ? Comment mettre en place une démocratie plus participative ?* »

- Les participants pensent que les associations ont plus de poids que les individus. Ils pensent qu'il faut inciter les gens à s'engager dans les associations. -> l'idée est donnée de gratifier les personnes qui s'engagent et offrent du temps à la société (exemple : les Services Civiques...). Ce serait une forme de reconnaissance et redonnerai une place au bénévolat qui est actuellement en perte de vitesse.
- Les syndicats qui ont une dimension politique sont trop nombreux. Il est cependant reconnu qu'ils ont un rôle à jouer. Ils devraient être encore plus représentatifs pour être plus puissants et moins politisés. La question est posée sur l'obligation de devoir se syndiquer.
- Unanimentement à la table, la démocratie participative est vue comme une méthode intéressante.

### **Questions N°9 – 10 et 14 :**

- « *Faut-il rendre le vote obligatoire ?* »

- « *Faut-il prendre en compte le vote blanc ? Si oui, de quelle manière ?* »

- « *Faut-il tirer au sort des citoyens non élus pour les associer à la décision publique ?* »

- Le vote obligatoire divise les participants :
  - NON : parce qu'il doit être spontané, volontaire et redevenir un acte citoyen. Le retour aux urnes passera par celui du retour de la confiance des Français dans la politique.
  - OUI : parce que si tout le monde s'est exprimé, il y aura moins de contestation (du moment où on a voté, même si c'est blanc, on ne peut plus venir se plaindre).  
La question est comment faire ? Faut-il passer par une sanction pécuniaire ou au contraire bonifier ceux qui viennent voter ?
- Le vote blanc : tous pensent qu'il doit être pris en compte. C'est une façon de se sentir écouté.  
Comment le comptabiliser s'ils sont majoritaires ?
  - Obliger à remanier les programmes électoraux pour satisfaire davantage de votants
  - Refaire des élections
- Le tirage au sort des citoyens (idem jurés dans les tribunaux ou au Conseil économique et social)

- OUI, parce que cela va dans le sens d'une meilleure représentativité citoyenne mais à condition que la personne tirée au sort ait le droit de refuser ; cela pourrait être une occasion pour réintéresser les gens qui découvriraient des instances vers lesquelles ils n'iraient pas spontanément.
- NON c'est trop dictatorial
- Dans quelle proportion ? et à quel niveau ? : les participants pensent qu'ils pourraient constituer une assemblée à part qui serait uniquement consultative et ce, plutôt au niveau national, car au niveau local où la participation est déjà plus importante, bien souvent cela existe déjà (exemple les comités consultatifs ouverts aux non-élus dans les communes)

**Question N° 22 – 26 et 33 :**

- « *Que faudrait-il faire pour favoriser le développement de ces comportements civiques et par quels engagements concrets chacun peut-il y participer ?* »

- « *Quel pourrait être le rôle de chacun pour faire reculer les incivilités dans la société ?* »

- « *Quelles sont, selon vous, les modalités d'intégration les plus efficaces et les plus justes à mettre en place aujourd'hui dans la société ?* »

- Les civilités :

Il est proposé de réintroduire l'instruction civique dans les programmes scolaires (Note : elle existe sous le nom d'éducation morale et civique)

Question : est-ce à l'éducation nationale d'instruire les valeurs morales et civiques ?

-> Les parents démissionnaires sont pointés du doigt : Il existe pourtant des services d'aide à la parentalité pour aider ces familles et leur redonner un rôle éducatif pour transmettre les règles de citoyenneté et de vie en collectivité. Responsabiliser les familles met tous les participants d'accord.

-> Les notions de civisme devraient être introduites dans les cours d'instruction civique pour ceux qui demandent la nationalité française.

- Le service militaire est évoqué comme ayant des vertus de socialisation, mais plutôt dans le monde rural qui est mis ici en confrontation avec le monde urbain ou la socialisation l'est de fait.

Il est cependant regretté que les valeurs citoyennes transmises par le feu Service militaire n'ait pas été remplacées par d'autres organismes... et ce ne sont pas non plus les Religions qui les transmettent car elles sont elles aussi « démodées »

-> les associations sportives et culturelles (musique, théâtre...) pourraient-elles jouer davantage ce rôle ? Sans doute l'appartenance à un groupe serait déjà un bon point de départ.

**Autres sujets débattus :**

- Il faut trouver les centres d'intérêts des jeunes et faire un travail là-dessus pour les réintroduire dans la société et les intéresser à leur avenir, qui est aussi l'avenir du pays.

- Immigration : Nous avons un devoir d'accueil mais on devrait mieux définir les critères (OK, pour les gens qui fuient des pays en guerre par exemple...)  
-> on observe des refus d'intégration manifestes : les participants mettent en garde sur le fait que la religion est un faux prétexte). Il faut bien faire la différence entre le cultuel et culturel.  
-> l'acceptation de la culture de l'autre est évoquée...et la question posée de devoir forcément intégrer ou au contraire maintenir le lien avec la culture d'origine (idée à moduler en fonction de la raison de l'immigration)